



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
27 novembre 2000  
Français  
Original: anglais

---

### **Lettre datée du 23 novembre 2000, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Géorgie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la déclaration du Ministère des affaires étrangères de la Géorgie datée du 17 novembre 2000 (voir annexe) en réponse à la déclaration faite par le représentant officiel du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie le 14 novembre 2000, concernant l'instauration d'un régime de visas entre les deux pays.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(Signé) Peter **Chkheidze**

**Annexe à la lettre datée du 23 novembre 2000,  
adressée au Président du Conseil de sécurité  
par le Représentant permanent de la Géorgie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration du Ministère des affaires étrangères de la Géorgie**

Les 9 et 10 novembre 2000, les négociations portant sur l'instauration d'un régime de visas entre la Géorgie et la Russie ont eu lieu à Moscou.

Au cours de ces négociations, la délégation géorgienne a réitéré que l'instauration d'un régime de visas ne favoriserait nullement l'émergence de relations fondées sur la concertation et l'amitié entre deux pays voisins et a présenté à la délégation russe un projet d'accord sur la libre circulation des citoyens de nationalité russe ou géorgienne entre les deux pays.

L'ordre du jour des négociations incluait des discussions à propos de projets d'accord établis par les deux parties sur la circulation des citoyens de nationalité russe et géorgienne entre les deux pays.

La partie géorgienne a envisagé favorablement la proposition de la partie russe de ne pas inclure la frontière avec la Tchétchénie dans le projet de protocole sur la simplification du franchissement des frontières par les résidents des territoires limitrophes et elle a fait une demande similaire à la partie russe concernant la région d'Abkhazie et de Tskhinvali. Compte tenu de ce qui précède, la partie géorgienne a proposé à la partie russe que le projet de protocole ne s'applique qu'au seul poste frontière existant (à Kazbegi-Zemo Larsi) entre la Russie et la Géorgie.

La partie russe a refusé d'examiner plus avant les propositions faites par la partie géorgienne, faisant ainsi la preuve qu'elle adoptait une position destructrice, et a pris unilatéralement la décision d'instaurer le régime de visas.

Concernant l'instauration du régime de visas entre la Géorgie et la Fédération de Russie, la déclaration du représentant officiel du Ministère des affaires étrangères de la Fédération précise qu'à compter du 14 novembre 2000, la Fédération de Russie se réserve le droit, pour des motifs humanitaires, de prendre unilatéralement des mesures complémentaires dans l'intérêt des résidents des territoires limitrophes.

Le Ministère des affaires étrangères de la Géorgie est autorisé à déclarer que la décision, prise unilatéralement par la Russie, d'instaurer le régime simplifié de franchissement de la partie de la frontière se situant dans la région d'Abkhazie et de Tskhinvali ou de toute autre partie de la frontière entre la Géorgie et la Russie, constitue une violation de principes du droit international universellement acceptés, tels que la non-ingérence dans les affaires intérieures d'États souverains, le principe d'égalité souveraine et l'inviolabilité des frontières.

Ces mesures discriminatoires prises par la Russie à l'encontre, parmi les pays de la Communauté d'États indépendants, de la seule Géorgie, laissent planer un doute sur le rôle de médiateur impartial joué par la Russie dans le processus de règlement des conflits et compromettent les accords déjà conclus concernant l'utilisation de certains éléments des infrastructures subsistant après la fermeture de la base militaire de Guduta.

Les « motifs humanitaires » invoqués par la Russie, à savoir la défense des intérêts des résidents des territoires limitrophes, ne sauraient justifier la violation de principes et normes du droit international et d'autres obligations internationales universellement acceptés.

La Géorgie, en tant qu'État souverain, se réserve le droit d'appliquer toutes les normes pertinentes en matière de droit international en réponse à toute mesure prise unilatéralement par la Russie.

La décision prise unilatéralement par la Fédération de Russie d'instaurer le régime des visas sera naturellement une source de difficultés non seulement pour les nationaux géorgiens résidant en Russie, mais aussi pour les citoyens russes qui vivent temporairement en Géorgie, y compris les membres du personnel militaire et leur famille. L'attitude du Gouvernement géorgien à l'égard de cette catégorie de citoyens russes sera fonction du traitement que réservera la Fédération de Russie aux nationaux géorgiens résidant en Russie.

En outre, le Ministère des affaires étrangères de la Géorgie rappelle à la Fédération de Russie qu'à compter du 8 octobre 1993, et ce, conformément à l'accord conclu entre le Gouvernement de la République de Géorgie et la Fédération de Russie sur le poste frontière, Kazbegi-Zemo Larsi est le seul poste frontière légal entre les deux pays. Le Code pénal géorgien considère que les nationaux étrangers qui pénètrent en Géorgie en d'autres endroits le font illégalement et encourent à ce titre des sanctions pénales.

Le Ministère des affaires étrangères de la Géorgie est d'avis que la déclaration du représentant officiel du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie présente un caractère destructeur et prie instamment la partie russe de pleinement évaluer la gravité des conséquences possibles des mesures prises par cette dernière, auxquelles il est fait référence dans la déclaration.

La partie géorgienne espère que la communauté internationale adoptera sur cette question une position marquée au sceau de la fermeté et se ralliera sans ambiguïté aux principes et aux normes du droit international.

Tbilissi, le 17 novembre 2000